

RDC/ Violences meurtrières au Sud-kivu Kinshasa annonce l'ouverture d'une enquête judiciaire

AFP
Kinshasa/RDC

KINSHASA a annoncé dimanche l'ouverture d'une enquête judiciaire après la mort de dizaines de Burundais tués vendredi par l'armée dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Certaines victimes burundaises, présentées par les Nations unies comme des "réfugiés et demandeurs

d'asile", seraient "membres d'un groupe armé", a expliqué à l'AFP le porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende. "Nous avons ouvert une enquête" à la suite des affrontements dans la province du Sud-Kivu, a ajouté M. Mende. Samedi, la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) avait fait état d'au moins 36 Burundais tués par l'armée congolaise à Kamanyola alors qu'ils manifestaient vendredi. "Un lieutenant de l'armée a

été tué" ainsi qu'"une vingtaine des membres d'un groupe armé" étranger lors de ces heurts, a affirmé M. Mende. La Monusco et son Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) avaient demandé une enquête aux autorités de la RDC. Toutefois, l'"enquête a été ouverte non à la demande de quiconque mais de notre propre initiative" car la RDC "n'est pas un état indolent", a assuré M. Mende. Selon les premiers éléments de la Monusco, l'ar-

mée congolaise a répondu à la mort de l'officier en ouvrant le feu sur les manifestants "de façon disproportionnée". Pour le gouvernement congolais, les manifestants sont des "membres d'un groupe armé". "On prétend même qu'ils avaient des Bibles. Le lieutenant de l'armée congolaise serait-il mort de coups de Bible?", a ironisé M. Mende. D'après des témoignages recueillis par l'AFP, ces Burundais affirment pour la plupart être victimes de

"persécution religieuse" du gouvernement du Burundi, en tant qu'adeptes d'une prophétesse, Zebiya. "Avec trois de ses hélicoptères, la Monusco a effectué sept vols nocturnes pour évacuer les blessés graves de Kamanyola vers Kamvumu, avant de les acheminer par la route à l'Hôpital général de référence de Bukavu", capitale du Sud-Kivu, a indiqué la Monusco, photo à l'appui d'une femme étendue sur un brancard.

Libye/ Conflit

Le gouvernement parallèle de l'est veut être de nouveau reconnu



Des éléments de l'Armée nationale libyenne (ANL). Photo de droite : Le commandant de l'ANL, le maréchal Khalifa Haftar (g) en compagnie du commandant des forces armées des Emirats Arabes Unis, Mohammed bin Zayed al-Nahyan.

AFP
Benghazi/ Libye

LE chef d'un cabinet parallèle basé dans l'est de la Libye a appelé dimanche la communauté internationale à reconnaître de nouveau son gouvernement, arguant qu'il contrôlait la majorité du pays, au contraire du gouvernement d'union nationale (GNA) issu de l'accord par-rainé par l'ONU.

"Le gouvernement provisoire est constitutionnellement issu du Parlement élu et puise sa légitimité (...) des urnes", a déclaré par téléphone à l'AFP Abdallah al-Theni, dont le cabinet est basé à al-Baïda, à 1.200 km de la capitale Tripoli. "Nous contrôlons, avec notre vaillante armée, plus de 90% du pays", a poursuivi M. al-Theni, en allusion à l'homme fort de l'est libyen, le maréchal Khalifa Haftar, et à la force auto-proclamée "Armée natio-

nale libyenne (ANL)" qu'il commande. Il faut que la communauté internationale "respecte la volonté du peuple et soutienne le gouvernement provisoire", a-t-il insisté. Après la chute du régime de l'ex-dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, le pays a sombré dans le chaos et l'insécurité, qui ont culminé au lendemain des élections parlementaires de 2014. Mécontents des résultats de ces élections, des mi-

lices regroupées sous la bannière de "Fajr Libya" ont pris d'assaut Tripoli, forçant le gouvernement de M. Theni et le Parlement nouvellement élu à s'exiler dans l'est. Malgré cet exil, ce cabinet a été reconnu par la communauté internationale jusqu'à la formation du GNA, dirigé par Fayez al-Sarraj et issu d'un accord politique interlibyen signé fin 2015 au Maroc sous l'égide de l'ONU. Même s'il a réussi à éten-

dre son influence dans la capitale depuis son installation à Tripoli en mars 2016, le GNA peine à imposer son autorité sur de larges pans du pays. Il est en outre affaibli par des divisions internes. En dépit d'un bilan mitigé, ce gouvernement d'union, qui n'a toujours pas obtenu la confiance du Parlement, a toutefois réussi fin 2015 --grâce à des forces qui lui sont loyales--, à chasser de Syrte les jihadistes du groupe État islamique (EI).

Iran/ Référendum

Téhéran menace de fermer sa frontière avec le Kurdistan irakien

AFP
Téhéran/Iran

L'IRAN a menacé dimanche de fermer sa frontière avec la région autonome du Kurdistan irakien et de mettre fin à tous ses accords de sécurité avec celle-ci si elle venait à proclamer son indépendance.

"La sécession de la région kurde avec l'État irakien signifierait [pour l'Iran] la

fermeture de tous les postes-frontière" avec cette nouvelle entité, a déclaré à la télévision le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale iranien, Ali Shamkhani, à quelques jours de la tenue attendue d'un référendum sur l'indépendance de cette zone. "Les accords sur les frontières n'ont de valeur qu'avec le gouvernement central de l'Irak", a affirmé M. Shamkhani, rappelant que la seule entité que reconnaît l'Iran en Irak est "le gouvernement unifié, intégré et fédéral" de Bag-

dad. "La sécession de la région kurde d'Irak marquera la fin des accords sécuritaires et militaires entre l'Iran et la région du Kurdistan" autonome, a ajouté M. Shamkhani, un des principaux dirigeants de la République islamique. La coopération entre Téhéran et le Kurdistan autonome d'Irak a notamment permis un important soutien militaire et logistique de la République islamique aux peshmergas (combattants kurdes) contre les jihadistes du groupe État

islamique (EI). L'Iran, qui compte une importante minorité kurde, a dit à plusieurs reprises son opposition au référendum d'indépendance prévu au Kurdistan irakien le 25 septembre, mais s'était contenté jusque-là d'exhorter les autorités de la province autonome à renoncer à leur projet. M. Shamkhani a estimé qu'il était "encore temps" pour le faire. Une victoire du oui au référendum n'entraînera pas illico l'annonce de l'indépendance du Kurdistan

mais constituera un moyen de pression pour arracher au pouvoir central de Bagdad des concessions sur plusieurs dossiers, selon les autorités kurdes. Les autorités du Kurdistan irakien sont soumises à une pression internationale intense pour renoncer à cette consultation. Outre l'Iran et la Turquie, autre voisin qui compte une importante population kurde, Washington et l'ONU viennent de leur demander de surseoir à ce référendum.

L'Afrique en bref

• **Libye/ Conflit**
Combats entre force de sécurité et milice à Sabratha, dans l'ouest libyen

DE violents combats ont éclaté dimanche entre une force de sécurité et une milice d'un ex-trafiquant présumé de migrants, dans la ville de Sabratha, plate-forme libyenne de l'immigration clandestine vers l'Europe, selon un responsable local de la sécurité.

• **Tunisie/ Élections**
Les Municipales tunisiennes vont être reportées

Le chef du parti islamiste Ennahdha, Rached Ghannouchi, a affirmé dimanche que les premières élections municipales de l'après-révolution, prévues le 17 décembre, allaient être reportées, "probablement" en mars 2018.

• **Nigeria/ Violences**
Quatre personnes tuées dans le sud-est



Quatre personnes ont été tuées dans le sud-est du Nigeria, a annoncé la police samedi, après une semaine d'affrontements avec les forces de sécurité et de tensions intercommunautaires qui enflamment l'ancien Biafra.

A travers le monde

• **Pakistan/ Attentat**
six morts dans un attentat dans le nord-ouest

Un responsable local et cinq policiers ont été tués dimanche dans l'explosion d'une bombe artisanale dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan, ont annoncé les autorités locales qui avaient d'abord fait état de cinq morts et un blessé.

• **Koweït/ Diplomatie**
Ultimatum d'un mois à l'ambassadeur nord-coréen pour quitter l'émirat

Le Koweït a donné un mois à l'ambassadeur de Corée du Nord pour quitter l'émirat qui, outre une réduction de la représentation diplomatique, a décidé d'arrêter de délivrer des visas aux Nord-Coréens, a annoncé dimanche un diplomate koweïtien de haut rang.

• **Irak/ Terrorisme**
Huit morts dans l'explosion d'un bâtiment piégé

Huit membres des unités paramilitaires irakiennes déployées dans la région de Mossoul (nord) ont été tués dimanche par une explosion survenue dans une école reprise début juillet aux jihadistes, a indiqué un commandant à l'AFP.